CLUB SPORTIF ET ARTISTIQUE
RATHELOT - GARDE REPUBLICAINE
NANTERRE

REGLEMENT INTERIEUR

Le VINGT SEPT JUIN DEUX MIL DOUZE, conformément à l'article 18 des statuts de l'association RATHELOT - GARDE REPUBLICAINE, le Comité Directeur a préparé, l'Assemblée Générale des adhérents a adopté le règlement intérieur dont les dispositions suivent.

TITRE I - LES ADHERENTS.

Article premier.

Conformément à l'article 3 des statuts du Club, l'appartenance à l'Association se traduit, pour les personnes physiques, par la détention d'une carte de membre délivrée ou validée annuellement.

La période de validité des titres d'appartenance correspond à l'année sportive qui s'étend normalement du 1er septembre de l'année civile au 31 aout de l'année suivante.

Article 2.

La licence de la Fédération Défense est le titre obligatoire d'appartenance à la Fédération Défense pour la pratique des compétitions sportives et culturelles et pour occuper des fonctions de dirigeant.

Toute licence qui permet la participation à des compétitions sportives, doit porter attestation de la délivrance d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique sportive selon la réglementation en vigueur.

Sous réserve de l'obligation de l'attestation de délivrance du certificat médical pour les compétitions sportives, la détention d'une licence validée permet la pratique de toutes les activités pour lesquelles est exigée une licence.

Article 3.

Les cartes de membre et les licences sont délivrées et validées par la Fédération.

Article 4.

L'appartenance au Club se traduit par le paiement d'une cotisation annuelle, prévue à l'article 3 des statuts. Une partie, correspondant à la cotisation fédérale, est reversée à la Fédération Défense.

Article 5.

Les modalités d'application des dispositions des articles 1 à 4 sont arrêtées par le Comité Directeur et diffusées par la voie d'un procès-verbal, enregistré au registre des délibérations du Club.

Article 6.

La cessation d'appartenance au Club des adhérents, intervient par démission ou radiation, dans les conditions fixées par l'article 4 des statuts du Club, en ce qui concerne la radiation.

La radiation est prononcée par le Comité Directeur à l'issue d'un délai d'un mois minimum après la date à laquelle la personne aura été régulièrement convoquée à ce sujet par lettre recommandée avec accusé de réception.

La radiation peut intervenir à la demande soit du Comité Directeur du Club, soit d'une commission fédérale et dans ce dernier cas, après avis du Comité Directeur du Club et de la ligue d'Ile de France.

Il peut être interjeté appel par la personne concernée devant l'assemblée générale du Club ou de la Fédération Défense - selon le cas - des décisions de radiation prononcées par l'un ou l'autre des comités directeurs ; cet appel est suspensif.

Article 7.

En dehors de la radiation, les sanctions disciplinaires applicables aux adhérents affiliés au Club Rathelot - Garde Républicaine sont : l'avertissement, le blâme, les pénalités et la suspension.

Les pénalités sont notamment : l'amende, le déclassement, le retrait temporaire de carte de membre ou de licence, la suspension de terrain, l'exclusion d'une compétition, d'une rencontre ou d'une manifestation pour une personne physique, une équipe, un groupe ou une section.

Pendant la durée d'une suspension, la (les) personne(s) sanctionnée(s) ne peut(vent) à aucun titre participer à une activité ou assumer une fonction dans l'association.

Article 8.

Le bureau du Club réuni en commission de discipline, instruit les dossiers de radiation en vue de leur présentation à la décision du Comité Directeur. Il a délégation, après avis du président de section concerné, pour prononcer les suspensions inférieures à 6 mois et les exclusions de compétition ou d'activité du Club ; ceci pour les sanctions prises à l'encontre de membres du Club, pour des faits ou des incidents survenus lors ou à l'occasion de compétitions, rencontres ou manifestations de toute nature, intéressant des activités du Club.

Toute personne physique ou morale qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire doit être mise à même de préparer sa défense et doit être convoquée devant le bureau du Club qui a reçu délégation du Comité Directeur aux termes du présent article. Les personnes concernées peuvent se faire assister par le défenseur de leur choix.

Appel des décisions du Club peut être fait auprès de la commission d'éthique de la ligue d'Ile de France dans les conditions définies par les règlements généraux des compétitions, rencontres et manifestations. Ces règlements sont arrêtés par le Comité Directeur du Club.

Article 9.

L'appartenance au Club implique que ses membres à titre individuel contribuent à son fonctionnement par le paiement d'une cotisation annuelle.

Le montant des cotisations est arrêté annuellement par le Comité Directeur et approuvé par l'assemblée générale du Club dans le cadre du budget voté. Les tarifs sont diffusés par la voie du procès-verbal visé à l'article 5 ci-dessus.

Les ressources, après approbation du Comité Directeur du Club, sont inscrites au budget prévisionnel qui est soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

L'acquisition de ressources complémentaires locales émanant d'actions à titre de partenariat ou publicitaires ne peuvent être adoptées qu'après accord du président de la fédération.

TITRE II - LES SECTIONS

Article 10.

Le club sportif et artistique Rathelot - Garde Républicaine comprend en son sein un nombre de sections non limité, permettant aux adhérents d'exprimer dans leur diversité, leur goût et leur pratique de l'éducation physique, des sports et de la culture artistique.

Article 11.

La création et la fermeture des sections sont décidées par les adhérents réunis en assemblée générale. Chaque projet doit faire l'objet d'une présentation argumentée, soulignant notamment son bien-fondé ou sa viabilité, avant qu'intervienne un vote. Dans cette perspective, tout projet de création, doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat du Club, au plus tard un mois avant la date de l'assemblée générale.

Pour être acceptée, une création de section doit recueillir la majorité des votes exprimés, représentant au moins le dixième des adhérents présents et représentés.

Il en va de même pour qu'une décision de fermeture de section soit entérinée. Les adhérents du Club assortissent une fermeture de section, de la décision de réaliser ou non l'actif mobilier voire immobilier de la section fermée.

Toute décision en ce domaine, donne lieu à l'information de la ligue Ile de France et de la Fédération Défense.

Article 12.

Il appartient au Comité Directeur de prononcer la mise en sommeil d'une ou de plusieurs sections, au cours d'un exercice. Cette décision est prise à la majorité des membres présents. Elle donne lieu à un compte-rendu du président du Club au cours des débats de la plus prochaine assemblée générale. Une mise en sommeil d'une section peut être consécutive au constat de la cessation de ses activités, notamment du fait du départ de ses membres.

Elle peut amener la plus prochaine assemblée générale à décider la fermeture de la section concernée, aux conditions précisées à l'article précédent.

Article 13.

Les sections sont placées sous la responsabilité d'un(e) responsable de section.

Désigné à l'intérieur de la section, son mandat est au minimum d'un an. Gestionnaire autant qu'animateur de la section, il est l'intermédiaire privilégié entre les adhérents de la section et les dirigeants du Club. Il désigne son suppléant chaque fois que de besoin.

Il assume l'exercice des attributions suivantes :

- il organise le fonctionnement des activités de la section, et rend compte des difficultés rencontrées,
- il assure le suivi administratif des membres de la section (certificats d'aptitude, remise des cartes licences, vérification du versement des cotisations),
- il représente la section dans toutes les instances du Club, et dans toutes les circonstances auxquelles il est convié,
- il produit à chaque fin d'exercice un compte-rendu d'activités annuel,
- il exprime en fin d'exercice, les demandes de financements pour l'exercice à venir,
- il arrête en concertation avec les membres de la section, le programme des activités et notamment des compétitions dans lesquelles la section s'engagera dans le courant de l'exercice annuel,
- il élabore en concertation avec les adhérents, la forme de participation de la section aux manifestations d'envergure, organisées par le Club,
- il veille au respect de la discipline au cours des activités et donne son avis sur l'opportunité des sanctions envisagées à l'encontre d'un membre de la section,
- il veille à l'entretien des installations et des matériels mis à la disposition de la section,
- il contribue à la mise à jour de l'inventaire de sa section, contenu dans le registre matériel du Club.

Le secrétaire général du Club est son interlocuteur principal pour les questions relatives au fonctionnement courant de sa section. Il s'adresse au président du Club pour ce qui a trait aux orientations de sa section.

Article 14.

Chaque section dispose d'un règlement intérieur propre, qui doit impérativement préciser les conditions à réunir pour que les militaires participants aux activités de la section puisse bénéficier de la position en service.

Ces règlements intérieurs des sections devront en permanence être portés à la connaissance des adhérents au cours des activités, par voie d'affichage.

Ils seront en outre joints, en annexe, au présent règlement intérieur du Club.

Les présidents de section sont libres de composer ces règlements à leur guise.

Toute modification d'un règlement intérieur d'une section, après qu'il ait été joint au règlement intérieur du Club, doit avoir été autorisée par le Comité Directeur du Club pour être considérée valable.

TITRE III - L' ASSEMBLEE GENERALE.

Article 15.

L'assemblée générale du Club Rathelot - Garde Républicaine se réunit conformément aux dispositions de l'article 9 des statuts qui stipule en son 1er alinéa : "L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an sur convocation du président. Elle peut se réunir à la demande du tiers du comité ou sur la demande du quart au moins de ses membres. Elle est composée des membres du club. Pour pouvoir délibérer valablement, l'ensemble des sections

doit être représenté ou à défaut avoir donné son pouvoir, et cinquante pour cent du Comité Directeur doit être présent ou représenté."

La convocation et l'ordre du jour, sont notifiés par le secrétaire général aux adhérents au plus tard quinze jours avant la date de la réunion.

La vérification des pouvoirs des représentants est assurée par la commission de vote : chaque représentant doit présenter une carte de membre validée et remettre un ou des pouvoirs signés par les mandataires.

Les décisions de l'assemblée générale, autres que celles relatives aux élections, à la modification des statuts et à la révocation du Comité Directeur, sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents et représentés. Un adhérent ne peut pas détenir plus de 10 voix.

Les membres du Comité Directeur prennent part aux votes avec voix délibérative. Les salariés du Club assistent à l'assemblée générale avec voix consultative.

Article 16.

Le bureau de l'assemblée générale est celui du Comité Directeur. Son président et son secrétaire général signent le procès-verbal.

Article 17.

Les conditions de présentation, des rapports moraux, financiers, ainsi que des questions soumises à la décision de l'assemblée générale sont arrêtées par le bureau et le Comité Directeur, avec la participation des salariés du Club.

Le rapport financier, présenté par le trésorier général ou son adjoint, est complété par le rapport des réviseurs aux comptes élus par l'assemblée générale.

En vue de permettre au Comité Directeur de décider de leur inscription éventuelle à l'ordre du jour, les vœux et propositions formulés ou transmis par les adhérents font l'objet d'une étude préalable par les sections concernées dont les résultats doivent parvenir au Comité Directeur au plus tard trois semaines avant la date de l'assemblée générale.

Aucune question, autre que celles figurant à l'ordre du jour fixé par le comité directeur, ne peut être soumise à la discussion de l'assemblée générale.

TITRE IV - L'ADMINISTRATION DU CLUB.

Section 1. LE COMITE DIRECTEUR.

Article 18.

La composition, les attributions et les conditions générales de fonctionnement du Comité Directeur du Club sont celles définies par les articles 6 et 7 des statuts.

Article 19.

Toute personne âgée de moins de 61 ans à la date de l'assemblée générale électorale et qui remplit les conditions fixées à l'article 6 des statuts, peut faire acte de candidature au Comité Directeur auprès du secrétaire général.

Le Comité Directeur du Club ne comprend qu'un seul collège.

L'élection a lieu au scrutin secret à un seul tour, à la majorité relative représentant au moins le tiers des suffrages exprimés. En cas d'égalité de suffrages pour un même siège, le (ou la) candidat(e) le (ou la) plus jeune est proclamé(e) élu(e).

Les pouvoirs des membres cooptés pour combler les vacances, se terminent à la date de l'assemblée générale électorale la plus proche.

Article 20.

Tout membre du Comité Directeur ayant manqué sans excuse valable à trois réunions consécutives de ce comité et du bureau s'il appartient à celui-ci, se trouve en situation de perdre sa qualité de membre du Comité Directeur. Il en est avisé par lettre du président.

Les justifications qu'il peut présenter sont soumises au Comité Directeur, au cours de la première réunion suivant l'envoi de la lettre. La décision de le maintenir ou non dans sa fonction de membre du Comité Directeur est prise par le Comité Directeur.

L'intéressé peut assister à cette réunion sans droit de vote.

Article 21.

Chaque membre du Comité Directeur peut recevoir délégation de ce dernier, pour suivre une activité particulière et participer à son animation. Il est alors le représentant du Comité Directeur auprès de la commission régionale dont relève l'activité en cause et il participe aux réunions de cette commission.

Chaque fois qu'il le juge nécessaire, le Comité Directeur est représenté par un ou plusieurs de ses membres, à l'occasion de manifestations internes ou non à la Fédération Défense.

Article 22.

Le Comité Directeur est chargé, d'une part, de la préparation des décisions de l'assemblée générale en matière de définition, d'orientation et de contrôle de la politique générale du Club et, d'autre part, de la mise en œuvre de cette politique et de l'animation générale de ses actions, choisies et menées en conformité avec l'objet, le but et les moyens définis à l'article 2 des statuts.

Cette politique se traduit par le rapport d'orientation visé à l'article 17 ci-dessus. Ce rapport qui est soumis à l'approbation de l'assemblée générale, fixe un certain nombre d'axes d'efforts et d'objectifs, en fonction de choix dans les domaines des activités, de l'administration et des ressources du Club. Il est complété par un programme des actions à mener, pour atteindre les objectifs fixés.

Le Comité Directeur suit l'application de ces documents et procède annuellement aux ajustements nécessaires, en fonction d'un constat de situation de leurs éléments de base.

D'une manière générale, le Comité Directeur a pour mission de statuer sur toutes questions d'intérêt général, et plus particulièrement celles qui concernent le développement et la gestion du Club, de déterminer les orientations et les moyens de son expansion, de veiller au bon fonctionnement moral, administratif, financier, technique et pédagogique du Club, de décider des activités, d'approuver les projets et de fixer les modalités de financement.

Le Comité Directeur propose à la décision de l'assemblée générale, la création, la fermeture et la mise en sommeil des sections du Club.

Autant que de besoin, il peut instituer des commissions pour suivre des activités ou des questions précises. Il en nomme les présidents et les membres.

Il prononce les sanctions dans les conditions fixées aux articles 6, 7 et 8 ci-dessus.

Il statue sur les questions de la vie courante du Club relatives notamment :

- à ses liens avec la ligue Ile de France de la Fédération Défense.
- à ses relations avec son unité support : le 1er Régiment d'Infanterie de la Garde Républicaine.
- à ses rapports avec la Ville de NANTERRE et les autres associations de la commune.
- à la préparation des manifestations (Co-)organisées par le Club.
- au fonctionnement des sections et des commissions.
- à l'attribution des récompenses par le Club.

Il examine et arrête le projet de budget annuel qui lui est présenté par le trésorier général au nom du bureau du Comité Directeur, en temps voulu pour être soumis à l'approbation de l'assemblée générale. Il est tenu informé régulièrement de l'exécution du budget voté.

Dans le cadre du budget annuel, le Comité Directeur fixe les dispositions financières à insérer dans le procès-verbal visé aux articles 5, 9 et 16 ci-dessus, ainsi que celles relatives aux remboursements de frais ; les cas particuliers concernant ces frais sont soumis au bureau, par le secrétaire général après avis du trésorier général, restant entendu que le Comité Directeur statue sur les frais dont ses membres demandent le remboursement par dérogation aux dispositions fixées.

Article 23.

Le Comité Directeur arrête sur proposition du président, le calendrier de ses réunions. Ce calendrier prévoit au moins deux réunions avec les présidents de section et éventuellement les présidents de commission.

Sur la base de ce calendrier, les membres du Comité Directeur sont convoqués à chacune des réunions par le secrétaire général par convocation écrite. Les réunions autres que celles prévues au calendrier font l'objet d'une notification par lettre du président.

A chaque convocation est joint l'ordre du jour, arrêté par le président sur propositions du secrétaire général et en accord avec le bureau du Comité Directeur. Toute demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour doit être formulée par écrit et parvenir au président deux semaines au moins avant la date de la réunion.

Sauf élément nouveau jugé suffisamment important par le Comité Directeur, une proposition rejetée par un vote ne pourra être remise en discussion avant un an.

Les décisions du Comité Directeur sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le vote a lieu au scrutin secret sur la demande d'un membre du Comité Directeur ou lorsqu'un membre de ce comité est concerné personnellement par la décision à prendre.

Les salariés du Club assistent aux réunions du Comité Directeur avec une voix consultative, lorsque leur présence est jugée nécessaire par le président, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour.

Le président ou le Comité Directeur peuvent convier aux réunions toute personne dont il lui paraît utile de recueillir l'avis. De même, le Comité Directeur peut créer des groupes de travail de durée déterminée pour l'étude de problèmes particuliers.

En cas d'absence du président, le vice-président désigné par lui, préside les réunions. En cas d'empêchement, la présidence de la réunion est exercée par le membre du Comité Directeur désigné par le directeur du Club.

Les procès-verbaux, signés par le président de séance et par le secrétaire général, sont transcrits sans blanc ni rature sur le registre des délibérations du Club, coté et paraphé, conservé au siège de l'association.

Le Comité Directeur délègue une partie de ses pouvoirs au bureau, notamment pour les affaires courantes.

Section 2. LE PRESIDENT ET LE BUREAU.

Article 24.

Le bureau du Comité Directeur prévu à l'article 6 des statuts est présidé par le président du Club élu par le Comité Directeur.

Le président du Club, en tant qu'il est le porteur de la personnalité morale juridique de l'Association, assure la direction des publications du Club.

Outre son président, ce bureau comprend : un ou plusieurs vice-présidents, un secrétaire général, un ou plusieurs secrétaires généraux adjoints, un trésorier général et un trésorier général adjoint.

Au même titre que le président, le secrétaire général et le trésorier général doivent relever du ministère de la Défense et être en activité de service. Parmi les autres membres du bureau, un vice-président au moins appartient à la Défense ou y appartenu et dans ce dernier cas doit avoir quitté le service actif depuis moins de cinq ans.

Les membres du bureau sont élus au scrutin secret à la majorité relative représentant au moins le tiers des suffrages exprimés.

Il est procédé à un vote par fonction. En cas d'égalité de suffrages pour un même poste, le candidat (ou la candidate) le (ou la) plus jeune est proclamé(e) élu(e).

Comme prévu à l'article 23 ci-dessus pour le Comité Directeur, le président peut inviter toute personne dont le concours lui paraît souhaitable et dont il lui semble utile de recueillir l'avis.

Article 25.

Chacun des vice-présidents peut recevoir délégation du président pour animer et coordonner les actions d'un groupe d'activités ou pour suivre les questions relatives à un secteur de l'administration du Club.

Le président peut déléguer son pouvoir d'ordonnancement des dépenses sous sa responsabilité et dans des limites qu'il fixe au trésorier général au secrétaire général.

Le trésorier général est chargé de la comptabilité du Club sous le contrôle du président.

Le président établit toutes les relations qui lui semblent indispensables au bon fonctionnement du Club et à son rayonnement.

Article 26.

Le bureau se réunit sur convocation du président six fois par an. Les dispositions prévues à l'article 23 ci-dessus pour les convocations et les ordres du jour du Comité Directeur sont applicables au bureau. Le bureau procède à l'examen des affaires courantes et prépare les questions à soumettre au Comité Directeur ou qui lui sont soumises par lui pour étude. Il prend toutes initiatives utiles à la bonne marche du Club et toutes décisions urgentes, à charge d'en rendre compte au Comité Directeur à la plus proche réunion de ce dernier. Le bureau est aussi un organe de réflexion.

Sur délégation du Comité Directeur il peut procéder à l'examen des propositions de création, de fermeture et de mise en sommeil des sections.

Le bureau peut confier à certains de ses membres des missions particulières concernant l'animation ou l'administration du Club, ou ses rapports avec des organismes extérieurs.

Section 3. LE SECRETAIRE GENERAL.

Article 27.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique générale, le fonctionnement permanent du Club est assuré par le secrétaire général sous l'autorité directe du président, ainsi que celle du directeur du Club.

Le secrétaire général est l'agent d'exécution des décisions du Comité Directeur et du bureau. Il assiste avec voix délibérative aux réunions du Comité Directeur et du bureau.

Il est désigné par le Directeur du Club et peut être proposé par le président de l'association.

Il est chargé conjointement par le directeur et le président du Club du fonctionnement administratif, technique et financier de l'association.

Il fixe les modalités de fonctionnement compte tenu du personnel détaché et dans les limites budgétaires qui ont été fixées. Il veille à ce que les moyens dont dispose le Club concourent à atteindre les objectifs de sa politique.

Il concourt à la tenue des comptes du Club par le trésorier général adjoint. Il ordonnance les dépenses dans les limites fixées par le président. Il assure la gestion du personnel mis à sa disposition.

Il assure le fonctionnement de la permanence du Club.

Il prépare les rapports moral et de gestion qui, après avis du bureau et du Comité Directeur sont présentés à l'assemblée générale.

Il collecte toutes les informations qui permettent au bureau et au Comité Directeur de prendre les décisions d'intérêt général et il fait assurer la diffusion de toutes informations et documentations nécessaires au fonctionnement du Club.

Il est chargé de la liaison permanente entre le bureau, le Comité Directeur, les sections, la ligue, la Fédération Défense et les fédérations auxquelles le Club est affilié.

Dans le respect des directives du président, il est normalement chargé de la correspondance courante.

Il établit et maintient, en accord avec le président, les liaisons indispensables au bon fonctionnement du Club, notamment avec les pouvoirs publics, les autorités de tutelle, les administrations, fédérations et mouvements avec lesquels le Club entretient ou souhaite entretenir des relations.

Le secrétaire général est assisté dans sa tâche par un adjoint qui peut être plus particulièrement chargé de l'organisation des manifestations sportives et culturelles. Le secrétaire général peut, sous sa propre responsabilité et après accord du président, déléguer certaines de ses attributions.

Il assure seul ou concourt au suivi des attributions suivantes :

- suivi de la comptabilité, préparation des documents comptables et financiers, paiement des factures, préparation du budget prévisionnel,
- suivi du paiement des cotisations, conjointement avec les présidents de section,
- suivi des effectifs,
- suivi des sections en relation avec les présidents de section,
- suivi des archives,
- dossiers assurances,
- organisation des manifestations,
- tenue à jour du registre des procès-verbaux,
- préparation des réunions et diffusion des procès-verbaux.

Par ailleurs, le secrétaire général peut se voir confier par le président du Club des missions particulières.

TITRE V - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR.

Article 28.

Conformément à l'article 18 des statuts de l'association, le règlement intérieur ne peut être modifié que sur la proposition du Comité de Direction ou du dixième des membres dont se compose l'assemblée générale soumise au bureau au moins un mois avant la séance.

L'assemblée générale doit se composer du quart, au moins des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée générale est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, le règlement intérieur ne peut être modifié qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

A **NANTERRE**
Le 27 juin 2012

Pour le Comité de Direction de l'Association

Monsieur LEPETIT Pascal
Sous-officier de la Gendarmerie
80 rue Rouget de Lisle
92000 NANTERRE
Secrétaire Général de l'Association

Monsieur ALLIX Stéphane
Officier de Gendarmerie
80 rue Rouget de Lisle
92000 NANTERRE
Président de l'Association